

NIGER - CÉDÉAO

Quel est l'état du rapport de force ?

Après l'expiration de l'ultimatum d'une semaine fixé par la CÉDÉAO à la junte au pouvoir au Niger pour rétablir l'ordre constitutionnel, la menace d'une intervention armée n'a pas été mise à exécution. Les dirigeants ouest-africains l'évoqueront lors d'un nouveau conclave ce jeudi à Abuja. Entre-temps, le nouvel homme fort de Niamey semble avancer, imperturbable, dans ses plans de transition.

Qui du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) du général Abdourahamane Tiani, au pouvoir au Niger, ou de la CÉDÉAO, actuellement dirigée par Bola Tinubi, le président du Nigéria, aura le dernier mot dans la crise déclenchée par le coup d'État du 26 juillet qui a évincé le président Mohamed Bazoum ? Une chose est certaine, à ce jour, la menace d'intervention armée n'a pas été mise à exécution alors que l'ultimatum d'une semaine fixé par la CÉDÉAO a expiré dimanche. De son côté, la junte au pouvoir à Niamey ne semble pas prête à céder aux différentes pressions exercées sur elle par les voisins du Niger. Ces derniers se réunissent d'ailleurs en conclave une nouvelle fois, ce jeudi, à Abuja.

LA CÉDÉAO A-T-ELLE FAIT MARCHÉ ARRIÈRE ?

La CÉDÉAO réclame toujours un rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger, mais il est intéressant de voir que le ton a été réajusté. Mardi soir, Bola Tinubu affirmait que la priorité dans le règlement de cette crise était donnée à la diplomatie, qu'il présentait comme la «meilleure voie à suivre». On est donc loin du ton va-t-en-guerre d'il y a quelques jours, lorsque le président en exercice de la CÉDÉAO affirmait que le temps des signaux d'alarme était révolu et qu'il était temps de passer à l'action contre les régimes de putschistes. Malgré un ton moins péremptoire, l'idée de mobiliser une force régionale pour



L'hypothèse d'une intervention militaire de la CÉDÉAO au Niger sera à nouveau évoquée ce jeudi lors du sommet extraordinaire de l'organisation sous-régionale.

Ahmat Yacoub Dabio
Président du CEDPE



«Pour résoudre la crise nigérienne qui l'oppose aux putschistes, la CÉDÉAO peut privilégier la diplomatie, ou, en cas de blocus, utiliser la force. Mais tout porte à croire que les agissements de la junte sont loin de donner la chance à une résolution diplomatique de la crise. Le refus de recevoir la délégation de tripartite de la CÉDÉAO, de l'Union africaine et de l'ONU, puis la nomination d'un Premier ministre est de nature à compliquer la situation. La communauté internationale doit se pencher sur une solution intermédiaire. Il est possible de proposer à la junte l'organisation dans un délai de 3 à 6 mois des élections libres et transparentes sans Bazoum, ni le CNSP.»

restaurer l'ordre constitutionnel au Niger n'est visiblement pas exclue. La présidence nigérienne et la commission de la CÉDÉAO affirmaient en effet, mardi, qu'aucune option n'avait été écarté pour résoudre cette crise. Mais privilégier la voie diplomatique au recours à la force est-il le signe que la CÉDÉAO a fait marche arrière comme elle l'a fait pour le Mali il y a quelques mois ? Pour l'analyste politique Henri Nzouzi, il est clair que les dirigeants ouest-africains étaient allés trop vite en besogne au lendemain du putsch de Niamey, en brandissant trop rapidement la menace d'une intervention armée qui n'a fait que braquer la junte nigérienne. L'autre conséquence, sans doute la plus importante, a été d'exacerber les antagonismes au sein du bloc

CÉDÉAO avec le Burkina Faso et le Mali, eux aussi dirigés par des putschistes, qui se sont immédiatement solidarisés avec Niamey.

NIAMEY ENTRE APAISEMENT ET DÉFIANCE

Même si l'hypothèse d'un recours à la force militaire pour déloger le CNSP des commandes à Niamey ne convainc pas grand monde, certains observateurs y croient. Pour le politologue Ahmat Yacoub Dabio, c'est la dernière chance pour l'organisation sous-régionale de rester crédible. «La CÉDÉAO signera son acte de décès en cas d'échec au Niger, après avoir échoué au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. L'organisation a certes dû reculer, mais c'est pour mieux sauter», analyse le pré-

sident du Centre de recherche pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE). L'avenir de la sous-région, confrontée à de nombreux défis sécuritaires au cours des 10 dernières années, devrait donner matière à réfléchir, ce jeudi, aux dirigeants ouest-africains. Mais, dans l'immédiat, la principale question est de savoir si un retour à des relations cordiales est possible avec Niamey. Les récents développements poussent à s'interroger. Lundi, les nouvelles autorités nigériennes ont annoncé la nomination de Ali Mahaman Lamine Zeine au poste de Premier ministre. Signe que le CNSP n'a pas l'intention de reculer. Mais le fait que le chef du probable gouvernement de transition soit un civil, peut aussi être vu comme un signe d'ouverture. Encore faudrait-il que la junte et la CÉDÉAO puissent s'asseoir ensemble à la table des négociations, ce qui semble difficile à obtenir à l'heure actuelle. La délégation qui s'est rendue au Niger le week-end dernier n'a pas pu rencontrer les dirigeants du CNSP, qui a invoqué des raisons de sécurité pour reporter la rencontre prévue à Niamey mardi avec une délégation tripartite composée de la CÉDÉAO, de l'Union africaine et de l'ONU.

Darryl Ngomo